



Contre la politique de casse du service public et de l'éducation : EN GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE

La politique libérale de Macron, dans la continuité de celle des précédents gouvernants, n'a eu de cesse de casser les services publics par la baisse généralisée des moyens et du nombre de postes. Dans la société toute entière, la casse du code du travail et son corollaire, la baisse des droits au chômage, ajoutées à la dégradation progressive des services publics ont largement contribué à la montée de l'extrême droite. En juillet, un peu plus de 10 millions de personnes ont voté pour le Rassemblement National. C'est un constat auquel on ne peut se résigner, l'école a son rôle à jouer dans la lutte contre l'extrême droite.

Le gouvernement entend imposer sa politique libérale dans l'Éducation nationale et notamment de tri social. De la maternelle à l'université, le service public d'éducation ne tient que sur l'acharnement de ses personnels à le maintenir à flot. Les conditions de travail se dégradent au fur et à mesure des suppressions de postes, de moyens, et des réformes imposées, la dernière en date étant celle du Choc des savoirs.



5 mesures pour l'école publique

SUD éducation 63/03
sud63@sudeducation.org
www.sudeducation63.org

Baisse du nombre d'élèves par classe

Pour nos conditions de travail et les conditions d'étude de nos élèves.

Arrêt du financement de l'enseignement privé au détriment de l'enseignement public

L'enseignement privé est financé à 75 % par l'argent public (plus de 10 milliards par an !) : l'État finance lui-même sa mise en concurrence, et favorise un entre-soi contraire aux valeurs prônées dans les programmes mêmes de l'Éducation nationale.

Création d'un vrai statut pour les personnels précaires (AESH, AED, contractuel-les)

Indispensable pour combattre la précarité des personnels, pour construire de réelles équipes éducatives et pédagogiques, pour une véritable école inclusive.

Une véritable école de la confiance / non à la remontée des évaluations nationales

Depuis Blanquer, les réformes pour mettre au pas les personnels se sont multipliées : méthodes d'enseignement imposées, fonctionnements imposés (par exemple avec le Choc des savoirs). Il faut laisser les personnels travailler et leur faire confiance. Cela impose de ne pas les mettre en concurrence.

Augmentation des salaires

Aucun personnel ne doit être dans la précarité. Cette augmentation est indispensable pour lutter contre le discrédit à l'égard des métiers de l'Éducation et pour recruter davantage de personnels.